



## Des dirigeants d'entreprise ambivalents sur l'environnement

Selon une enquête Generali/CSA pour les Entrepreneurs d'avenir, seuls 26 % des dirigeants sont prêts à payer une taxe pour le climat.

La COP21 survient dans un contexte économique que les chefs d'entreprise jugent meilleur. Mais malgré ce début d'embellie, beaucoup restent sur le qui-vive. Alors qu'ils sont 48 % à considérer que la crise est derrière eux, soit deux fois plus qu'en 2009 (21 %), huit dirigeants sur dix estiment qu'elle a pesé sur leur activité en 2015. A l'aube des négociations sur le climat, c'est une note d'optimisme tempéré que vient émettre le baromètre Generali/CSA, dévoilé ce jeudi par le réseau Entrepreneurs d'avenir.

Cette enquête bisannuelle menée au sein des 750 sociétés de toutes tailles adhérant à ce réseau, dont c'est la quatrième édition, révèle une certaine ambivalence de la part des entreprises à l'égard des sujets environnementaux. Entre 70 et 80 % des dirigeants déclarent agir pour gérer leurs déchets, recycler leurs produits et réduire leurs consommables. Trois types d'initiatives qui plaident plutôt en faveur d'un bon niveau de prise en compte des enjeux environnementaux.

Sauf que, en même temps, les chefs d'entreprise « *se montrent plus frileux sur les sujets complexes* », observent les auteurs de l'enquête. Ainsi, les trois quarts des interviewés n'ont toujours pas mis en place de systèmes de compensation écologique, et 57 % ne l'envisagent pas : 73 % ne recourent à aucune source d'énergie renouvelable et 47 % ne le prévoient pas, tandis que 52 % n'ont encore rien entrepris pour réduire leurs émissions de CO2 et qu'un petit tiers d'entre eux ne le conçoivent pas.

« Pas prêts à payer »

Ce résultat a de quoi surprendre sachant que, dans cette même enquête, neuf dirigeants sur dix se déclarent acquis au combat contre le réchauffement. « *Ils sont de plus en plus engagés dans les problématiques environnementales. Mais ils ne sont pas prêts à payer* », explique Jacques Huybrechts, fondateur du réseau et du Parlement des Entrepreneurs d'avenir dont la prochaine édition se tient à Paris les 5 et 6 décembre, au palais de l'Unesco. Ainsi, à peine plus d'un quart (26 %) des sondés seulement se disent prêts à s'acquitter d'une taxe pour lutter contre le dérèglement climatique. Par ailleurs, près de la moitié considère que ce combat n'est qu'une source de contraintes.